INFO BIRMANIE

Les Nouvelles de Birmanie
MARS 2020

LES CHIFFRES DU MOIS

700

La presse locale rapporte que plus de 700 habitations ont été brûlées dans le village de Tin Ma Gyi au cours de combats opposant l'armée birmane et l'Armée de l'Arakan (AA), au niveau du township de Kyauktaw.

70

Le gouvernement annonce la mise en place d'un fonds spécial d'emprunt de près de 70 millions de dollars USD en vue d'amortir l'impact économique de la pandémie de Covid-19, en particulier dans les secteurs de l'industrie textile et du tourisme et pour les PME locales.

492 000

Le Bangladesh vient de fournir aux autorités birmanes une nouvelle liste de données concernant 492 000 Rohingya, dans la perspective d'un hypothétique rapatriement. Les autorités bangladaises déplorent la force d'inertie de la Birmanie dès lors qu'il s'agit de mettre en place les conditions du retour de ces réfugiés, plus fragiles que jamais face à la pandémie de Covid-19.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

INFO BIRMANIE

Les Nouvelles de Birmanie
MARS 2020

Covid-19 : la Birmanie se ferme et l'inquiétude grandit

Face à la pandémie, la Birmanie vient de fermer ses frontières terrestres. Les entrées et sorties par les aéroports internationaux se raréfient et se complexifient. Alors que des milliers de travailleurs birmans affectés par les mesures prises dans les pays limitrophes rentrent au pays, de nombreux expatriés occidentaux font leurs valises. La Birmanie vient de reconnaître des premiers cas d'infection par le Covid-19 après avoir été dans le déni du problème. Si elle commence donc à prendre des mesures, un membre du gouvernement déclarait récemment que la culture birmane préservait le pays du virus ! Or il est particulièrement vulnérable, avec une longue frontière avec la Chine - traversée quotidiennement par de nombreux travailleurs et migrants - et des frontières communes avec le Bangladesh, l'Inde et la Thaïlande - trois pays touchés par la pandémie. Le délabrement du système de santé birman et la volonté des autorités de verrouiller l'information sont tels que les inquiétudes sur la situation épidémiologique, actuelle et à venir, sont fortes. Dans ce contexte, des partis politiques proches de l'armée en appellent à ce que le Conseil National de Défense et de Sécurité prenne en main la politique de lutte contre le Covid-19, marquant leurs velléités de reprise en main tout court de la vie politique du pays. Des organisations de la société civile demandent aux Etats membres de l'ASEAN de se soucier des droits humains et des populations vulnérables dans leur lutte contre la pandémie. Les nombreux réfugiés et déplacés internes birmans sont particulièrement vulnérables.

Les autorités qualifient officiellement l'Armée de l'Arakan (AA) de groupe terroriste

Après plus d'un an de combats entre l'armée birmane et l'AA, les victimes civiles du conflit qui se déroule dans les états d'Arakan et Chin sont de plus en plus nombreuses, sur fond de coupure d'internet qui affecte près d'un million de personnes et rend d'autant plus difficile l'accès à l'information. Actuellement, les combats s'intensifient. Selon la presse locale, au moins 21 civils ont été tués et 28 blessés lors d'attaques aériennes menées par l'armée birmane dans l'état Chin les 14 et 15 mars. Le 23 mars, un enfant de neuf ans a été tué et 15 personnes ont été blessées lors d'une attaque similaire menée au niveau du Township de Minbya. La rhétorique terroriste déjà employée par l'armée birmane et les autorités civiles pour désigner l'AA vient de se transformer en qualification officielle, lourde de répercussions. Les perspectives de dialogue politique, déjà faibles, semblent se réduire à néant. L'AA, qui bénéficie d'un soutien certain au sein de la population arakanaise, se targue de défendre les droits et les revendications d'autonomie des Arakanais face à un pouvoir central répressif et colonial. L'AA a formé des alliances avec plusieurs autres organisations ethniques armées. Qualifier l'AA de terroriste - et donc d'illégale – aura des conséquences sur la politique menée à son encontre et à l'encontre de ses alliés. L'AA y voit l'intention des autorités birmanes de résoudre les problèmes par la force. Une opération militaire d'encore plus grande envergure de la Tatmadaw est-elle à craindre dans les mois à venir ?

Regroupement de partis Kachin en vue des élections de 2020

Des partis politiques locaux de l'état Kachin collaborent pour améliorer leurs chances de victoire lors des élections législatives générales prévues en 2020. Les promesses de paix et la prise en compte des revendications des minorités ethniques par la LND se sont éloignées. Lors des élections partielles de 2018, une alliance de trois partis Kachin avait remporté bien plus de voix que la LND dans l'état Kachin. Au début de ce mois, 3 partis Kachin ont tenu un séminaire à Myitkyina pour passer en revue les perspectives et mettre en place une approche commune à l'approche du scrutin. L'un de leurs représentants souligne qu'il *« est très important pour eux de remporter des sièges au Parlement lors des élections de 2020, car cela pourrait contribuer de manière officielle et égalitaire au processus de paix et à d'autres problèmes de développement que connaît le pays.»*

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

INFO BIRMANIE

Les Nouvelles de Birmanie
MARS 2020

La réforme de la Constitution en échec : et après ?

Sans surprise, la tentative de réforme de la Constitution de 2008, engagée par la LND trois ans après son arrivée au pouvoir et examiné ce mois-ci devant le Parlement, a échoué. Les militaires, qui disposent de facto d'un droit de veto sur cette réforme, n'ont aucunement l'intention d'accepter la modification des dispositions garantissant leur maintien au pouvoir. Ils le martèlent régulièrement. Face à ce blocage total, il s'agissait davantage pour la LND d'agir sur le front de sa promesse électorale de 2015, à l'approche du scrutin de 2020. Maigre consolation, la LND et les partis ethniques ont fait front pour s'opposer aux amendements par lesquels l'armée tentait de renforcer encore son pouvoir ! Les espaces de poursuite de l'incertaine transition démocratique amorcée il y a quelques années sont restreints. La réforme de la Constitution est bloquée ? Nombre d'observateurs et d'activistes reprochent davantage à la LND de ne pas mettre en œuvre les réformes qu'elle a la capacité de mener à terme grâce à sa majorité au Parlement, s'agissant en particulier des lois répressives utilisées pour faire taire toute critique du pouvoir en place.

Vers une régulation du secteur de la pêche artisanale en Birmanie

L'année dernière, plus de 100 personnes auraient été tuées, blessées ou portées disparues sur des radeaux de pêche dans la région de l'Ayeyarwady. Le cas d'un étudiant réduit en esclavage à bord de l'un de ces bateaux a récemment défrayé la chronique. En mars 2020, le gouvernement a donc décidé de prendre des mesures pour réglementer un secteur dans lequel les conditions de travail sont dangereuses, instaurant un système de permis. Le Ministère des Pêches enregistrera les entreprises qui emploient 30 travailleurs ou plus pour répondre aux allégations de travail forcé et autres violations des droits humains. En vertu de la nouvelle réglementation, les opérateurs de radeaux de pêche ne pourront employer que des travailleurs titulaires d'une carte nationale d'identification et devront s'assurer qu'il n'y a pas de travail forcé. Le Ministère a déclaré que les entreprises qui ne respectent pas les règles s'exposeront à une amende pouvant aller jusqu'à 2000 dollars US et à une interdiction de pêche de trois mois.

Yanghee Lee, Rapporteure Spéciale de l'ONU sur la situation des droits humains en Birmanie, remet son dernier rapport

Yanghee Lee, qui a si fortement porté les aspirations à la justice et à la paix en Birmanie, termine son mandat à la fin du mois de mars. Dans son **dernier rapport (A/HRC/43/59)** remis au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, elle aborde notamment les élections générales de 2020, les discours de haine, la situation des prisonniers politiques et celle des réfugiés et déplacés internes. Ce rapport contient par ailleurs une annexe éclairante sur l'industrie de la drogue dans les zones de conflit. Yanghee Lee aborde revient brièvement sur le contraste entre les années 2014 à 2016 au cours desquelles elle était autorisée à se rendre en Birmanie, puis les années suivantes où elle a dû poursuivre son mandat en étant interdite d'entrée sur le territoire par les autorités. Ses rapports successifs contiennent de nombreuses recommandations qui, si elles étaient mises en œuvre, pourraient contribuer à consolider la transition démocratique. Malheureusement, très peu ont été prises en compte. Elle affirme craindre que la Birmanie ne soit en train de s'éloigner du chemin vers la démocratisation entrepris il y a dix ans. Si elle ne veut pas quitter ses fonctions sans message d'espoir à l'attention de tous ceux qui aspirent à une Birmanie démocratique et en paix, elle ne peut que constater le rétrécissement de l'espace démocratique sous le gouvernement de la LND.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

FOCUS DU MOIS

Position commune de l'UE sur la Birmanie : communiqué de l'European Burma Network (EBN)

CP 18 Mars 2020 – Alors que l'Union Européenne s'apprête à renouveler sa position commune sur la Birmanie en avril, des membres de l'European Burma Network (EBN) lui demandent de renforcer son engagement en faveur des droits humains dans le pays.

Des crimes – parmi lesquels les crimes les plus graves en droit international – ont été commis à l'encontre des Rohingya et d'autres minorités à travers la Birmanie. Des conflits armés continuent d'affecter sérieusement la vie de civils, en particulier dans les régions où vivent des minorités ethniques. Les communautés touchées par les conflits n'ont qu'un accès restreint à l'aide humanitaire. Des lois répressives qui restreignent la liberté d'expression, la liberté de se rassembler et la capacité des citoyens de participer au processus démocratique, sont utilisées pour faire taire les voix critiques. Journalistes, militants des droits humains et simples citoyens font l'objet de poursuites et sont menacés d'emprisonnement en application d'une législation que le gouvernement LND en place refuse de réformer, en dépit du pouvoir dont il dispose à cette fin. L'Union Européenne doit faire de la libération des prisonniers politiques une priorité et appeler le gouvernement birman à réformer les lois répressives conformément aux standards internationaux.

Le processus de paix échoue à produire des résultats tangibles. Son architecture se révèle incapable de s'atteler aux griefs persistants des communautés impactées par les conflits. Il ne parvient pas à s'attaquer aux racines du conflit, ni à amorcer un dialogue portant sur des solutions politiques viables. L'UE continue néanmoins d'affecter des ressources financières à ce processus mené par le gouvernement. Une évaluation indépendante du financement du processus de paix par l'UE devrait être menée, avant que davantage de financements soient alloués à ce trou noir.

Les élections générales de 2020, attendues aux alentours de la fin d'année, arrivent à un moment critique. L'UE, dans son rapport de suivi des élections publié en 2019, conclut que peu de progrès a été réalisé depuis les élections de 2015. Seules 2 des 50 recommendations formulées par la mission de suivi du scrutin de 2015 avaient été entièrement mises en oeuvre en avril 2019. De vastes catégories d'électeurs potentiels n'ont pas pu participer au scrutin de 2015 et le risque qu'une partie considérable de la population soit privée de vote demeure à l'approche des élections de 2020. L'UE doit mettre l'accent sur l'importance d'un scrutin inclusif. Elle ne doit pas légitimer un processus électoral dans lequel des électeurs potentiels se voient empêchés de participer au processus démocratique. Le soutien de l'UE devrait donc être dirigé vers les organisations de la société civile, les médias libres et le suivi des élections.

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

Le fait que l'UE persiste à ne pas employer le mot Rohingya lorsqu'il est question des Rohingya est très préoccupant. A la suite de la décision de la Cour Internationale de Justice (CIJ) relative aux mesures provisoires que l'Etat birman doit adopter pour les protéger, l'UE a publié un communiqué en Belgique qui utilisait le mot Rohingya. Mais dans un communiqué local publié par la Délégation de l'UE à Rangoun, le mot Rohingya a été écarté. Cela ne fait qu'appuyer la politique répressive par laquelle le gouvernement birman dénie aux Rohingya le droit à une identité.

Au vu des conclusions de la Mission d'établissement des faits de l'ONU (FFM) concernant les vastes intérêts économiques de l'armée birmane, l'UE devrait imposer des restrictions quant à tout engagement avec les entreprises détenues ou contrôlées par l'armée. La FFM recommande qu'il soit mis un terme à tout soutien – financier ou autre – à l'armée, dans la mesure où les revenus générés par ces entreprises à son profit *"accentuent de manière substantielle sa capacité à se livrer à des violations massives des droits humains en toute impunité".* Les Ambassades de certains Etats européens ont demandé à leur organisations partenaires en Birmanie de rendre compte des contrats qui les lient à des entreprises détenues ou contrôlées par l'armée. C'est une mesure positive qui devrait être répliquée. L'UE doit demander à ses Etats membres d'en appeler à tous leurs partenaires pour qu'ils mettent un terme à leurs relations d'affaires ou commerciales avec les entreprises détenues ou contrôlées par l'armée. Enfin, l'UE devrait adopter des sanctions financières ciblées à l'encontre de ces entreprises, notamment en les plaçant sur la liste des entités soumises à des restrictions.

A la lumière de ce qui précède, nous demandons à l'Union Européenne :

- d'appuyer officiellement les conclusions de la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur la Birmanie (FFM) et de mettre en oeuvre ses recommendations

- d'enjoindre au gouvernement birman : de procéder à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, de retirer toutes les plaintes à l'encontre des militants, défenseurs des droits humains et de l'environnement et autres citoyens, qui expriment des critiques à l'encontre du gouvernement et de l'armée ; et d'abolir ou réformer toutes les lois répressives

- de ne plus avoir recours aux services fournis par les entreprises détenues ou contrôlées par des militaires (ni à leurs joint-ventures) et de demander à ses Etats membres de faire de même

-d'adopter des sanctions financières ciblées à l'encontre des entreprises détenues ou contrôlées par des militaires (et de leurs joint-ventures)

- de soutenir la procédure en cours devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) visant à déterminer si l'Etat birman a violé ses obligations au titre de la Convention sur le génocide, de continuer à enjoindre au gouvernement birman de mettre en oeuvre les mesures provisoires ordonnées par la Cour Internationale de Justice (CIJ) conformément au droit international, et de suivre de près cette mise en oeuvre

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

- d'appeler le gouvernement birman à coopérer avec l'ONU en laissant le Mécanisme Indépendant International sur la Birmanie (IIMM) et le Rapporteur Spécial sur la situation des droits humains en Birmanie accéder à son territoire et accomplir leurs mandats

- de toujours utiliser le terme Rohingya, dans les déclarations publiques et dans toute discussion, au cours de laquelle les Rohingya sont évoqués

- de s'assurer que les besoins humanitaires de tous les déplacés internes dans les états d'Arakan, Kachin, Shan et Karen sont satisfaits et continuer d'appeler le gouvernement birman à garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire pour les communautés affectées; de garantir également que les besoins humanitaires des réfugiés (dans les zones frontalières) sont satisfaits, y compris à travers le rétablissement des financements dans les camps en Thaïlande, jusqu'à ce que les conditions pour un retour sécurisé, volontaire et digne soient réunies

- d'appuyer un embargo global sur les armes à l'encontre de la Birmanie

- d'appuyer le renvoi de la situation en Birmanie devant la Cour Pénale Internationale ou la mise en place d'un tribunal international indépendant

- de mener une évaluation indépendante et publique du soutien apporté par l'UE au processus de paix et des programmes/projets de développement menés à ce titre dans l'état d'Arakan

Signataires :

Burma Campaign UK

Burma Human Rights Network

Burmese Rohingya Organisation UK

Civil Rights Defenders

Christian Solidarity Worldwide

Info Birmanie

Progressive Voice (observateur EBN)

Swedish Burma Committee

Swiss Burma Association

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

CAMPAGNE DE DONS 2020 : POUR CONTINUER SES ACTIONS, INFO BIRMANIE A BESOIN DE VOUS !

Pour 24 euros par an, soutenez la parution de notre newsletter mensuelle ! Pour découvrir notre campagne de dons, c'est par ici !

Info Birmanie
La Ruche - 24, rue de l'Est - 75020 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org